



A notre remarque d'illégitimité à fermer les trésoreries sans avoir fait d'état des lieux contradictoires, le directeur dit que l'ASR (adaptation des structures et du réseau) gagnerait à être pluriannuelle et qu'un état des lieux pourrait alors servir de support.

Il n'a pas voulu nous dire quelles seraient les fermetures qu'il proposerait en janvier

missions. Mais au dire des agents aux amendes il n'est pas possible d'y arriver sans un cadre A. La direction aurait répondu : « un cadre A se formera, en une ou deux semaines, cela devrait être bon ».

On l'a vu en CTL la direction ne veut pas bouger d'un poil (sauf si on l'y oblige en stoppant le travail jusqu'à satisfaction par exemple !) pour qu'un poste de cadre A suive la mission. « Le sujet du cadre A est le sujet du chef de service du SIP » dit M. Quintin. Oui d'accord mais là c'est à effectif constant et avec des missions en plus ! Quintin annonce également qu'il peut y avoir un A qui s'occupe de toutes les relations publiques sur la cité administrative...ils réfléchissent ... mais sans nous les agents

Autre proposition de la DDFIP : virer les HLM d'une gestion à comptabilité publique pour qu'elle soit donnée à un comptable privé sous la responsabilité des HLM. L'initiative vient en amont de notre direction qui s'est adressée au directeur d'Habitat Audois, pour lui dire que la ddfip n'avait plus les moyens d'assurer un service de qualité en la matière ! Le tout appuyé par la DG qui veut se débarrasser de la gestion comptable des HLM. Ces emplois seront donc supprimés.

1-2 Missions Hospitalières.

La direction propose de fragiliser les trésoreries de Limoux, Castelnaudary et Bram en leur enlevant les missions hospitalières et EPHAD pour les rapatrier à Carcassonne Sémard.

La « nouvelle » trésorerie de Carcassonne-Hôpital serait dotée de 5 emplois pour cette nouvelle structure : 2 viendraient de Limoux, 2 de Castelnaudary et 1 de on se sait où pour l'instant.

Des emplois seront donc perdus sur Limoux (2) et Castelnaudary (2). Limoux comme Castel passeront par exemple en dessous de la barre fatidique des 10 agents (voir rapport de la cour des comptes sorti en juin 2018). Et du 01/01 à 09/2019, la trésorerie hospitalière de Carcassonne sera en déficit d'agents... tandis qu'ils seront gelés à Limoux et Castelnaudary pour que personne ne puisse y arriver.

C'est simple : pas de transfert des missions hospitalières, ne fragilisez pas les trésoreries de proximité M. Quintin !

1-3 Fermetures de trésoreries.

Sur le fond nous n'aurons aucune réponse. Le directeur nous dira même, alors que nous partions des besoins des populations locales, que nous prenions le problème à l'envers (!). En effet, l'envers pour nous ce sont les besoins, ni notre carrière ni les

Comité technique de l'Aude du 29/06/2018.

COMPTE RENDU.

L'ordre du jour était l'ASR (adaptation des structures et du réseau) et les conséquences locales de la refonte RH.

Suite aux déclarations liminaires (voir déclaration sur notre site local) **cette fois des trois OS, M. Quintin nous fait les réponses suivantes :**

« Rien ne ressort du rapport CAP 22 sorti fin avril en tout cas même le DG n'en parle pas.

« Nouvelle réunion des directeurs à Paris le 12 juillet où je l'espère on ne va pas nous redire la même chose que la semaine dernière ».

« Il n'est pas anodin que cela sorte à ce moment-là (le rapport de la cour des comptes). Ce n'est qu'un rapport mais qui a inspiré l'un l'autre ? »

« Concernant la suppression de 500 SIE et d'un seul SPF pour toute la France, on est encore dans la science fiction ».

« Aujourd'hui plus que jamais les suppressions d'emplois ont des effets mais on doit faire avec des allègements de tâches et grâce aux progrès informatiques » (Monsieur le Directeur parle de la qualité des applications informatiques des années 60 ou des moyens informatiques, ou les 2 ? parce que là on ne comprend pas ce qui s'améliore de ce côté). Le directeur reconnaît que nous avons « péché en informatique » : exemple avec le début de RSP forcé en 2003 pour être généralisé fin 2017.

Sur les 80 milliards de fraude fiscale, M. Quintin ne parle pas d'emploi à créer mais reconnaît que les outils du contrôle fiscal ne sont pas à la hauteur des fraudeurs.

Pour lui, le plan cadastral n'est pas notre cœur de métier, tout comme le service des pensions.

A la remarque qu'à ce rythme il n'y aura plus de trésorerie dans l'Aude dans 6 ans, M. Quintin répond « non qu'il faut une présence intelligente » ...MSAP en vue !

2019 (pour un effet au 01/01/2020). Le retour du DG sur Ginestas et Sigeac aura lieu en septembre 2018 puis un nouveau CTL sera convoqué pour « les modalités pratiques des 2 fermetures ». Les décrets définitifs de fermeture sortent généralement en décembre ...

1- Adaptation des structures au réseau (ASR).

1-1 Amendes et HLM.

M. Quintin nous a dit avoir rencontré les agents des amendes ainsi que l'ophlm, que le transfert des amendes au 01/01/19 n'est pas obligatoire (pas d'impératif calendaire de gestion), la date peut être aménagée. Il y a quelques années on nous a vendu que les amendes ne pouvaient pas être au SIP et sur un site à forte problématique d'accueil et guichets comme la cité administrative (de nombreux services et accueils), d'où son implantation à Sémard avec le service « Hôpital » et HLM. Désormais, la direction transfère les amendes ... au SIP ! En même temps, la direction est en train de réfléchir à l'agencement et n'a rien arrêté.

Ce serait sans doute 2 agents dans un bureau à l'étage et un autre agent au rdc à un guichet/caisse/accueil/bureau ? Ou un accueil des amendes à l'accueil général pour un public des amendes parfois difficile et une direction qui doit toujours prendre en compte la sécurité des agents (les fiches de signalement sont proportionnellement importantes « aux amendes » (7 fiches depuis le début de l'année 2018) ? « On n'est quand même pas braqués à la Kalash » dira la direction. Bref beaucoup de complications qui nous nous ont amené à demander l'abandon de ce projet ... sans succès.

De plus, le service des amendes perd au passage un cadre A ! Ce sont les cadres A du SIP en poste qui récupéreraient les

soi-disant fausses économies qui résulteraient de ces fermetures.

Sur la forme c'est pire qu'avant, nous n'avons aucun chiffre.

En 2016 pour la 1ère tentative de fermeture de Ginestas, nous avons même plus de chiffre comme l'équivalent temps plein de l'accueil (alors évalué à 0,9 etp). Donc rien le seul chiffre de la population est faux ! D'ailleurs population qui a augmenté de 5 % en 2 ans sur Ginestas (plusieurs lotissements sont aussi en construction (4)) et beaucoup plus sur les 11 communes de la compétence de la trésorerie. Chiffre oublié par la direction : + 12,8 % d'augmentation d'articles IR, TH, TF et le meilleur taux de recouvrement de l'Aude.

L'absence de réflexion et de préparation du projet de fermeture est flagrant : en plus, aucune évaluation des Equivalent Temps Pleins (ETP) consacrés au recouvrement qui bascule sur le SIP de Narbonne ; aucune information sur le nombre de personnes reçues par jour à Ginestas (!), aucune évaluation de l'impact sur l'application Hélios, aucune évaluation de l'impact environnemental et accidentogène des déplacements routiers jusqu'à Narbonne (**3 accidents sur la route en direction de Narbonne sur la dernière semaine!**), aucune évaluation de l'impact de l'arrivée des agents dans les locaux de Narbonne ...

A l'heure où nous écrivons ces lignes, une manifestation a été organisée à la Mairie de Ginestas à 16h30 avec les maires et les organisations syndicales tandis que M Quintin et Mme Goutaudier rencontraient les maires à 17h ; des maires de 10 communes (sur 11) ont signé une motion pour le maintien de la trésorerie et ce alors que la direction nous avait dit avoir rencontré sans anicroche les différents acteurs (maires, sénateurs, députés, etc.) pour leur présenter le projet...

Au rassemblement, FO et la CGT se sont exprimés pour les finances publiques. C'est la première fois qu'un directeur est accueilli par une manifestation pour sa « concertation » avec les élus. Ces derniers très remontés, forts de la rationalité des chiffres et des besoins, ne sont pas tombés dans le panneau des MSAP « bidons » et à leur charge avec un « présentiel » mensuel de la DGFIP au début !

Voir notre article et des photos sur notre site local ici :

<http://www.dgfip.cgt.fr/11/spip.php?article315>

La fermeture de Sigean entraîne son transfert à Leucate. Le directeur dira préférer **Leucate** dans un premier temps pour renforcer les missions de la trésorerie de **Leucate qui est... menacée de fermeture (!?)**. Durban perd l'impôt transféré vers le SIP de Narbonne ce qui vaudra de dire au directeur « Durban est fragilisé, c'est clair et net ». Rappelons que c'est lui seul qui vient de le décider...

SIE : La CGT demande ce que M. le Directeur pense des postes vacants au SIE de Limoux et des transferts des SIE de Mazamet vers Castres et de Gaillac vers Albi dans son ancien département.

Le directeur répond qu'il n'envisage pas un tel transfert de Limoux vers Carcassonne, que pour lui ce n'est pas la même configuration (arrière-pays et effectif plus important à Limoux). Il rajoute : « après moi le déluge ! », « tout le monde n'a pas la même sensibilité ». Par contre il dit ne pas s'interdire des transferts de missions de sie vers Carcassonne ; la CGT rejette cette éventualité car l'affaiblissement du SIE conduira à sa disparition, et avec le SIP et la trésorerie dans la foulée ! Le bassin de la Haute-vallée et du limouxin nécessite une fiscalité personnelle, professionnelle, comptable, foncière et publique de pleine compétence !

SPF : nous apprenons que l'antenne sur Narbonne n'est qu'au mieux du provisoire (!), juste le temps d'absorber les « problèmes RH », entendez : de gérer le surplus sur Narbonne qu'aurait entraîné sa suppression immédiate et de préparer le terrain « immobilier », entendez : le manque de place sur Carcassonne (régulé par des suppressions de poste et des départs à la retraite sans doute ...).

La CGT, FO et Solidaires ont voté contre tous ces projets.

2- Conséquences locales de la refonte RH.

On apprendra pas grand-chose sur le sujet sauf que la direction « touche du bois » (citation) pour que tout se passe bien à la RH malgré le sous-effectif (transfert au CSRH de deux emplois) jusqu'en novembre...Nouveautés : les arrêts maladies seront par exemple scannés et envoyés au CS-RH. La RH de Carca n'aura plus que le pilotage des effectifs, de la carrière, des mutations et un rôle de conseil de proximité. Pour tout le reste c'est le SIA (Service d'information aux agents à distance).

Quant à Sirhius, la direction RH dit que « tout s'est bien passé » (sic !!), et qu'ils ne

connaissent pas la fin de l'indisponibilité de l'application par demi-journée et ne peuvent pas non plus donner un calendrier individuel. La CGT a donc demandé que la RH soit au moins souple sur les délais de 3 jours pour les récup, absences, CTS etc et de 5 jours sur les congés. La direction a répondu qu'elle le serait.

Pour tout souci important de paye, congé, pointages, etc n'hésitez pas à nous contacter.

3- Questions diverses.

Narbonne : La clim à Narbonne a cédé, un caissier a fait un malaise ; M. Maynaud annonce que le changement d'une pièce est nécessaire et facturé 11 500 €, que ce ne sera pas fait avant la fin de l'été, qu'il n'a pas de solution.

CDC : au 01/09 3B et 7C doivent théoriquement être installés mais seulement 3B et 5C arriveront, ce qui portera le sous- effectif du CDC à 6C.

Si vous voulez continuer à lire des compte-rendus d'élus CGT de l'Aude, n'oubliez pas de voter fin novembre !

Ce compte rendu n'est pas exhaustif, prenez l'attache de vos élus si vous voulez en savoir plus.

Les élus de la CGT Finances Publiques Aude.

Contactez la CGT Finances Publiques 11 ! cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr

Notre site local sur Ulysse local dans « vie pratique », « orga syndicales de l'Aude », « site local CGT ».

